



Des 220 déclarations de manifestation publique déposées auprès des autorités administratives de cette région, aucune n'a reçu écho favorable.

Le Mrc n'envisageait pas seulement battre le pavé à l'Ouest. Au total, ce sont 220 localités dans presque tout le pays qui étaient ciblées. Mais toutes non pas eu lieu. Pour **Christophe Kamdem**, ces interdictions constituent une nouvelle pièce du puzzle pour sa formation dont l'ambition après le dernier scrutin présidentiel, est manifestement de réunir tous les éléments attestant de ce que le Cameroun est tout, sauf un Etat de droit. « *Comment un pays qui se dit sérieux interdit 200 marches dans 200 communes ?* », s'offusque-t-il. « *Nous sommes entrain de constituer un dossier à déposer auprès de l'ONU pour montrer comment la démocratie n'existe pas au Cameroun. On clame que le Cameroun est pays démocratique, or ce n'est pas le cas* », révèle-t-il.

Pour mémoire, ces marches faisaient en effet partie de la mise en œuvre de la seconde phase d'un plan de résistance au "hold-up électoral" porté par le Mrc.

Zoom à Bafoussam et l'Ouest

Le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) prévoyait prendre à nouveau la rue d'assaut ce jeudi 22 novembre 2018, dans 37 localités de la région de l'Ouest, afin de

marteler son opposition aux résultats de l'élection présidentielle du 7 octobre dernier, rendus publics le 22 octobre par le Conseil constitutionnel. Mais à Bafoussam, aucune manifestation n'a lieu. C'est un calme plat qui a régné pendant toute la journée. Toutefois, des patrouilles de la police et de la gendarmerie sillonnaient la ville. De même, des forces du maintien de l'ordre aussi bien en tenue qu'en civil étaient déployées à certains carrefours de la capitale de la région de l'Ouest. Au-delà de ce constat, un autre sautait à l'œil : la présence des forces de sécurité était infime comparativement au 4 novembre dernier. Ce jour-là, il était impossible de faire un pas sans faire à un élément de la police et de la gendarmerie armé jusqu'aux dents.

Le calme qui a prévalu à Bafoussam ce jeudi 22 novembre 2018 était similaire dans les autres localités de la région de l'Ouest où des manifestations étaient prévues. Les clichés qui y ont été captés sont quasi-similaires à ceux de Bafoussam. Joint au téléphone, le secrétaire de la fédération du MRC pour l'Ouest confirme que leurs mouvements de protestation n'ont plus lieu. Et ce n'est pas parce que ses camarades et lui ont renoncé à leur projet, mais plutôt à cause du refus catégorique des autorités administratives à autoriser ces marches, a-t-il renseigné. « *Nous n'avons plus marché parce que nous n'avons pas été autorisés* », a confié **Christophe Kamdem**.